

o

◊  
JOURNAL des ETUDIANTS " P. S. U. " de DIJON,

---

# PERSPECTIVE SOCIALISTE

journal des étudiants PSU

n° 3 - mars 1966

## SOMMAIRE

---

Dans le cadre de la semaine revendicative lancée par l'U.N.E.F., il nous a semblé utile d'apporter, en tant qu'organisation politique, notre contribution à l'élaboration d'une réforme démocratique de l'Enseignement

C'est moins au niveau syndical qu'au niveau politique proprement dit que nous nous placerons. Dépassant en effet le cadre universitaire dans lequel nous vivons, nous situerons notre analyse au niveau plus général des structures socio-économiques du pays ; car, seule, une analyse politique peut nous éclairer sur la signification profonde de la réforme FOUCHET.

---

Une analyse complète des structures de notre Enseignement aurait dû être précédée, logiquement, d'une étude de l'évolution historique de l'Université française.

Cette étude nous aurait, en particulier, permis de voir les difficultés d'adaptation que celle-ci a connues au cours de son histoire. Citons simplement ici "le poids du passé" sur les structures actuelles de l'Université :

- 1) Un enseignement primaire hérité de la IIIe République et orienté vers le "certificat d'études primaires",
- 2) Un enseignement libre hérité d'avant la Révolution, et qui accueille environ le 1/10 de la population scolaire.

Par la loi DEBRE, de 1959, d'aide à l'enseignement privé, le présent gouvernement a surtout manifesté son incapacité totale à assurer lui même, et de façon concrète, l'encadrement et la formation de la jeunesse française dans un service national de l'Enseignement.

- 3) Un enseignement supérieur accaparé très tôt par la bourgeoisie naissante du XIXe siècle. (Recrutement anti-démocratique ; méthodes et contenus sclérosés).

Voilà le passé.

Quel sera l'avenir ?

-----

1ère PARTIE

/ LA SIGNIFICATION POLITIQUE DE LA REFORME FOUCHET. /

Notre propos n'est pas de faire le point sur le train de mesures qui, depuis 1959, tendent à transformer l'Université française. Il suffit, pour cela, de se reporter aux études faites dans la presse syndicale (voir notamment le dernier numéro de "l'A.G.E.D.-INFORMATION").

Nous nous attacherons simplement à en déceler les principales incohérences en les rattachant aux contradictions plus fondamentales de la société néo-capitaliste.

I - Les exigences de l'économie néo-capitaliste française nécessitent une réforme complète de l'Enseignement.

1) Les données du problème.

L'analyse que nous avons faite de la société française dans notre dernier numéro de "Perspective socialiste" nous a montré à quel point les structures de notre société avaient été bouleversées par l'évolution des sciences et des techniques.

- On constate (Rapport BOULLOCHE) que. 40% des cadres d'entreprises sont aujourd'hui autodidactes, alors qu'il n'y en avait que 34% en 1956, et que l'Université ne fournit que 8,35% de ces cadres supérieurs.
- La proportion de techniciens supérieurs, par rapport au nombre d'ingénieurs, est de l'ordre de 1 pour 3, alors qu'elle devrait être de 2 ou 2,5 pour 1.
- Le nombre de techniciens et techniciens supérieurs devrait passer de 238.000 en 1954 à 880.000 en 1975. Or, la "production" annuelle n'est que d'environ 2.200 à 2.500.
- Parallèlement, on assiste à une crise profonde dans le recrutement des enseignants. C'est précisément au moment où l'économie réclame le plus grand nombre possible "d'hommes compétents", que l'Université s'avère incapable de les lui fournir - d'où l'effort désespéré du plan FOUCHET pour adapter l'Enseignement aux besoins de cette économie.

2) Un effort désespéré ....

Le gouvernement a, en effet, pris conscience du rôle essentiel de l'Enseignement dans la croissance économique, et cela d'autant plus qu'il se porte lui-même responsable de l'équilibre général du système économique, (Capitalisme monopolistique d'Etat - cf. n° 2 de "Perspective socialiste"). C'est pourquoi il lance la réforme FOUCHET qui aura les conséquences suivantes :

- Jusqu'à 11 ans, l'enfant suivra l'école élémentaire, puis il pourra théoriquement choisir entre quatre sections :
  - l'enseignement de transition ouvert vers le cycle terminal,
  - les C.E.G., puis les C.E.T.,
  - les C.E.S., puis les lycées.
  - les lycées. .... / ....

- L'enseignement dit "de transition" et ouvert sur le cycle terminal absorbera environ 25% des enfants qui n'auront qu'une possibilité d'apprentissage sur le tas.

L'organisation du 1er cycle (11 à 15 ans) permettra donc de dégager environ le 1/4 des enfants qui seront directement utilisables à 15 ans après leur C.A.P. (la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans est reportée à 1972).

- L'enseignement court se fera en C.E.G. (anciens cours complémentaires). Par le brevet d'enseignement général, les C.E.G. préparent des ouvriers qualifiés ; ils débouchent normalement vers les C.E.T. qui recevront, à 15 ans, et pour 2 ans, (au lieu de 3 comme auparavant) environ 40% de la population scolaire.

Ainsi, l'organisation d'un 2ème cycle court permettra de dégager environ 40% des enfants qui sortiront vers 17 ans des C.E.T. avec des brevets divers (formation professionnelle ou concours administratifs).

- L'organisation de l'enseignement long (1er cycle Lycées et collèges d'enseignement secondaire) permettra, grâce à une spécialisation précoce, et à une sélection tout aussi arbitraire, de former en deux ans, après le Bac., les cadres moyens dont l'économie a besoin.

Voilà quelles sont les prévisions officielles du plan FOUCHET. Il s'agit bien d'un plan de "sauvetage de l'économie", d'"industrialisation de l'enseignement" au service des nécessités immédiates, de l'économie.

X

X X

## II - Nous contestons cette réforme dans la mesure où elle n'a comme fonction que de servir à court terme l'économie néo-capitaliste française

Il nous serait permis de critiquer la méthode employée par le Ministère, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle est fort peu démocratique ; un seul représentant syndicaliste siégeait à la Commission, un secrétaire confédéral de Force ouvrière ; mais pas de représentant enseignant, ni de représentant étudiant.

Nous porterons toutefois la critique à d'autres niveaux.

### 1) Au niveau du contenu.

La réforme FOUCHET renferme un certain nombre de contradictions profondes.

- Des sélections purement négatives et des choix successifs fondés sur l'échec, qui interdiront à long terme toute démocratisation effective de l'enseignement (Rôle déterminant de l'environnement culturel et de la situation géographique de l'enfant).
- Le maintien des structures traditionnelles des lycées en facultés qui pourront conserver "loin du bruit des machines" leur recrutement et leur organisation de classe (contenu des programmes,

.../...

méthodes pédagogiques traditionnelles ; débouchés bien particuliers).

- Une adaptation à court terme de l'enseignement à l'économie, qui se révélera, en fait, néfaste à cette économie à long terme. L'ingénieur aura en moyenne trois fois dans sa vie à changer complètement de tableau de connaissance ; 25% de femmes auront à travailler dans des professions qui n'existent pas encore (évolution de sciences et des techniques ; problème du recyclage et de l'éducation permanente).

## 2) Au niveau du but recherché

La réforme FOUCHET reflète l'organisation d'une société que nous refusons.

- Nous avons développé dans notre dernier numéro les raisons pour lesquelles nous rejetons l'organisation d'une société dominée par les intérêts privés et le profit, et par conséquent incapable de promouvoir un type de civilisation qui soit au service de l'homme et de ses besoins fondamentaux. Tout y est, en effet, subordonné à la production, enseignement compris.

"Le propre de la Civilisation Capitaliste c'est que l'efficacité, la production, le rendement étaient ses "valeurs" suprêmes ; ces "valeurs" se révèlent maintenant dans leur vérité : comme une Religion des moyens. Elles pouvaient trouver leur justification dans le milieu de rareté aiguë en rendant possible une accumulation intense de moyens pour la vaincre" Le Capitalisme (malgré ses correctifs) reste prisonnier de ses objectifs. Du jour où le profit a vu l'utilisation qu'il pourrait faire de l'enseignement, il ne l'a plus considéré que comme un moyen.

Et c'est dans la mesure où la réforme FOUCHET a pour but essentiel de répondre aux besoins de cette société que nous la contestons en bloc.

Tout autre modèle d'enseignement suppose un renversement total des perspectives : il suppose que les individus, au lieu de se prendre et d'être pris pour les moyens de la société et de la production, soient pris et se prennent pour fin.

- En régime capitaliste, l'Université ne peut dispenser qu'une culture tronquée. La bourgeoisie au pouvoir a besoin d'individus ayant assimilé un certain nombre de techniques. Elle n'attend pas de ces individus qu'ils puissent comprendre la signification de leurs propres oeuvres, encore moins qu'ils participent à la direction de la société.

Elle assigne au juriste la mission de légaliser l'"ordre établi" et de réprimer tout ce qui s'élève contre cet ordre ; au philosophe, celle de le justifier ; à l'écrivain, elle réserve le devoir d'évacuer avec l'arme du ridicule les inadaptes d'une société policée ; à l'artiste, celui de les divertir. Elle a besoin de scientifiques pour développer son appareil de production à condition

.../...

qu'il ne prétende pas décider de l'utilisation qui en sera faite.  
(cf. les atomistes américains).

La bourgeoisie peut admettre que des philosophes, des artistes, des écrivains se livrent à la limite du terrorisme, au moins tant que leur oeuvre n'atteint pas une efficacité politique. (Une pièce de BRECHT, présentée avec une "certaine" mise en scène et devant un "certain" public, devient "divertissante". On pourrait en dire autant de FERRAT).

Les exigences de l'économie en matière de formation professionnelle n'avaient pas, au XIX<sup>e</sup> siècle, l'importance qu'elles revêtent aujourd'hui. Aussi, le caractère culturaliste et le recrutement malthusien de l'université libérale étaient tolérables pour la survie de l'appareil de production.

Cette Université n'a subi, depuis Napoléon, que des replâtrages partiels, et elle se révèle, aujourd'hui, incapable d'assumer les tâches nouvelles que nécessite la société industrielle.

L'élargissement de son recrutement qu'a imposé le développement des forces productives (plus qu'un souci de justice) lui impose aujourd'hui une mutation profonde.

Le gouvernement en est conscient et tente d'y apporter une réponse dans le cadre de choix politiques que nous venons d'analyser, et dont nous contesterons la rationalité. Nous nous devons donc d'esquisser une politique alternative qui s'inscrive dans un "possible différent" de la société néo-capitaliste.

Ce mode de développement néo-capitaliste s'imposera fatalement demain à notre pays, si la gauche se révèle incapable de lui opposer, autre chose que des aménagements.

X

X     x

## 2ème PARTIE.

### / LIGNES DE FORCE POUR UNE UNIVERSITE DEMOCRATIQUE /

Il ne nous appartient pas ici de présenter un "contre-plan FOUCHET", mais de dégager un certain nombre de lignes de force pour l'instauration d'une Université Démocratique, tant en ce qui concerne les fonctions de l'Université qu'en ce qui concerne les moyens à mettre en oeuvre.

#### I - FONCTIONS DE L'UNIVERSITE DANS LA NATION

Contre l'université libérale et contre celle de FOUCHET, nous pensons que la vocation de l'université démocratique est triple :

- une fonction professionnelle : l'Université doit apporter à tous une formation professionnelle solide. Celle-ci doit être dispensée selon une certaine planification de l'enseignement, laquelle se fera en fonction des besoins à long terme du pays, et non en fonction des besoins à court terme, comme le fait le plan FOUCHET.

.../...

- Une formation culturelle : L'Université libérale avait accaparé et monopolisé cette fonction en la déformant et en la tronquant. La coupure profonde entre le travail et le devenir professionnel n'a pu qu'engendrer scepticisme et indifférence chez les étudiants.

Nous réclamons, au contraire, dans une université ouverte à tous, une culture qui ne coupe pas l'université de la vie quotidienne.

- Une fonction sociale : l'université doit non seulement faire des étudiants des personnes qui seront plus tard utiles à leur pays, des personnes capables de relier leur vie professionnelle à leur vie culturelle. Elle doit aussi former des hommes socialement responsables, prêts à jouer un rôle actif dans leur future profession.

## II - LES MOYENS.

Pour atteindre ces trois buts, il est nécessaire de procéder à une reconstruction d'ensemble du cadre et du contenu de notre système d'Education nationale.

### 1) Le cadre général : Un Service national laïque d'Education.

- L'école publique est une "école laïque", seule capable d'enseigner les enfants de toutes les appartenances philosophiques ou confessionnelles, dans le respect des diversités. La laïcité à promouvoir n'est ni une conception du monde (elle se présenterait alors comme un nouveau dogmatisme), ni une neutralité vide qui aboutirait à encourager toutes les abstentions. La laïcité est le lieu de rencontre des diverses familles spirituelles gardant chacune le droit de se développer selon son esprit.

Elle a pour contenu positif ses valeurs fondamentales de la culture, sur lesquelles repose la libre confrontation entre tous les citoyens d'une démocratie - confiance en l'esprit critique ; respect de la personnalité humaine ; la notion de responsabilité dans l'exercice de la démocratie.

- A l'intérieur de ce Service National doit être réalisée "l'unité de l'université", c'est-à-dire une unification de l'administration à tous les échelons et la disparition progressive des particularités de "degrés" de catégories et d'esprit, en particulier, la coupure existant actuellement pour ce qui est de la formation des maîtres, entre l'enseignement primaire et l'enseignement du second degré. La revendication pour une Université Unitaire prend ici tout son sens.

- En revanche, le "Service National d'éducation" doit être fortement décentralisé au niveau d'universités régionales correspondant aux grandes régions économiques. Ces universités jouiront d'une autonomie de gestion, sous le contrôle de l'administration centrale, en ce qui concerne les programmes, les investissements et l'implantation des établissements. Elles seront gérées par des organismes collégiaux, comprenant des enseignants, des délégués étudiants au niveau du Supérieur, et une représentation des assemblées élues régionales, voire des Comités régionaux d'exécution du Plan. Ces représentations doivent assurer le contact permanent entre l'Université et la Nation.

.../...

2) Le contenu de l'enseignement dans ses matières et ses méthodes

Malgré les mesures administratives (prolongation de la scolarité, gratuité réelle...), la démocratisation de l'enseignement ne pourra être réalisée tant que l'on ne transformera pas son contenu qui contribue, lui aussi, à faire de l'enseignement actuel un enseignement de classe.

- L'enseignement des "matières traditionnelles" doit être orienté davantage vers la compréhension de la vie et du monde moderne. Ce but exige également l'introduction de matières nouvelles nécessaires à la connaissance et à la critique des moyens modernes de transmission de la pensée, et à la formation du citoyen responsable. Les disciplines esthétiques seront considérées comme des moyens d'expression et de création. Elles devront être présentées dans le cadre même de l'université

- Les "méthodes" ne doivent plus être exclusivement fondées sur l'autorité et l'enseignement "ex-cathedra", mais viser à "apprendre" et à dominer les moyens d'information de l'ère technique (travaux sur documents, utilisation des bibliothèques, enquêtes, rapports, travail en groupes, critique des informations). Ces méthodes exigent évidemment une forte réduction du nombre d'élèves par classe, et la constitution de groupes de travail à effectifs plus réduits encore. (Cf. Revendications de l'U.N.E.F. sur le respect des normes pédagogiques). Elles supposent enfin l'abandon du système actuel fondé exclusivement sur l'émulation égoïste, contraire à une véritable formation sociale, la limitation en nombre ainsi que la transformation des examens et des concours auxquels s'ajouterait le contrôle régulier du travail.

- L'Université milieu de vie et centre de culture.

Toutes ces mesures de démocratisation, ces transformations dans les matières enseignées et les méthodes d'enseignement demeureront illusoire si l'Université ne donnait pas à tous, d'où qu'ils viennent, non seulement la possibilité de travailler sous contrôle, mais encore et surtout, le milieu culturel que la plupart ne peuvent pas trouver ailleurs. Ceci suppose notamment à l'intérieur des établissements, l'organisation de spectacles, d'auditions, d'expositions, de débats, de services de culture et de documentation. Ces activités feront que l'Université ne sera plus un milieu fermé, mais s'ouvrira aux adultes par des voies diverses, permettant entre autres, l'éducation permanente, générale, aussi, bien que professionnelle des travailleurs adultes, ainsi que la mise à jour des connaissances de chacun. Des congés d'étude devront notamment être prévus à cet effet.

x

X x

/ CONCLUSION /

Nous n'attendons pas une bien hypothétique révolution pour nous battre afin que progressent les propositions que nous venons d'avancer.

Notre responsabilité de section politique en milieu

.../...

étudiant est de permettre à chacun de "se situer" et d'"appréhender" "clairement" la signification et la portée politique des transformations de l'Université.

Nous les encourageons à soutenir toutes les forces qui, dans le milieu étudiant, luttent pour les objectifs que nous avançons.

Nous les encourageons surtout à soutenir l'U.N.E.F. qui, dans le cadre syndical qui lui est propre, tente de rassembler tous les étudiants sur les propositions suivantes : Université unitaire - Cycle d'orientation universitaire - Respect des normes pédagogiques.

Devant les carences des partis de gauche, elle engage souvent son combat dans l'isolement. A nous de la soutenir dans ses moments de lutte et, en particulier, pendant la semaine revendicative qui vient.

Nous sommes en effet convaincus que tout progrès réalisé dans le sens d'une Université plus démocratique aboutira nécessairement à former des hommes plus responsables et, en fin de compte, des personnes qui s'élèveront contre toutes les formes d'oppression du système qui nous entoure.

=====

Perspective socialiste

Journal des étudiants "P.S.U." de Dijon  
N° 3 - Mars 1966